

## Nouvelles locales du jeudi 12 décembre 2013

@rib News, 12/12/2013 | Politique - L'ADC-Ikibiri annonce qu'elle va bientôt organiser une marche manifestation pour annoncer ce qui ne va pas dans le pays afin de contraindre Bujumbura à accepter le dialogue dans la consolidation de la démocratie. Selon le président de cette coalition, il ne s'agira pas seulement de la Constitution, mais de tout ce qui ne va pas au Burundi et qui concerne la bonne gouvernance ainsi que le respect de la démocratie. L'once Ngendakumana (photo) trouve que cela est normal que chacun exprime son mécontentement au moyen d'une marche manifestation sur une quelconque question puisqu'il est du droit de chacun. Il ajoute que le climat n'est pas du tout bon et que personne ne peut rester les bras croisés. Il annonce aussi qu'il y aurait un plan préparé depuis bientôt 3 mois et qui viserait l'incarcération ou l'élimination physique des membres de l'ADC-Ikibiri et surtout les présidents des partis politiques de cette alliance. Il confirme alors que ce projet de marche manifestation sera mis à exécution après l'enterrement de Mandela. [bonesha/rtr]

Justice - Le courant de réhabilitation du parti Uprona demande que l'ancien vice-président de la République du Burundi soit libéré. Selon Jean Baptiste Manwangari, il est honteux qu'une personne qui a été parmi les autorités de ce pays soit accusée des infractions qu'il n'a manifestement pas commises. Selon lui, Frédéric Bamvuginyumvira est victime de son appartenance politique et trouve que cela jette le discrédit aux instances de la police et de la justice ainsi qu'aux institutions politiques du pays. Il trouve que celui qui donne un avis contraire à celui des dirigeants n'est pas du tout leur ennemi. Il demande aux instances de police et de justice de ne pas se laisser instrumentaliser par les politiciens pour leur propre honneur. Il demande aussi à toute personne prise de démocratie de tout faire afin d'aboutir à la libération de cet homme politique. Au CNDD-FDD dont l'idéologie repose sur le slogan de la démocratie, il demande de respecter cette idéologie et de militer pour cette libération. Aux autorités de ce pays qui viennent de rendre hommage à Madiba en Afrique du Sud, il demande d'honorer la mémoire de cet homme qui a beaucoup travaillé pour l'aboutissement des accords d'Arusha et de libérer ce politicien et surtout de respecter les accords d'Arusha. [bonesha/rtr/isanganiro/rpa]

Certains observateurs estiment que la mise en place de la Cour spéciale des conflits fonciers est contre la Constitution, les autres lois nationales et les conventions internationales que le Burundi a ratifiées. Selon maître Dieudonné Bashirahishize, il n'est pas concevable que le projet de loi sur la mise en place de cette Cour puisse prévoir que les décisions de cette Cour seront rendues en dernier ressort. Cela revient, selon lui, à considérer que la CNTB constitue un Tribunal, ce qui n'est pas vrai. Il trouve que toute personne a droit au double degré de juridiction. De même, il n'est pas logique de dessaisir d'autres tribunaux des dossiers en rapport avec le foncier afin de les confier à cette cour foncière. Il trouve que des pouvoirs élargis seraient dans ce cas octroyés à cette cour. Il constate donc que cette cour provoquera plutôt des problèmes au lieu d'en résoudre et ainsi, il demande aux autorités compétentes de revoir ce texte pour le rendre conforme aux autres lois existantes. [isanganiro]

Religion - Après quelques mois passés dans le calme, les adeptes d'Eusébie font encore parler d'eux. En effet, plus de 400 adeptes d'Eusébie Ngendakumana ont été alors qu'ils se rendaient sur le site de Businde de la commune Gahombo dans la province de Kanyanza ce jeudi matin. Ils ont ensuite été rassemblés par la police au chef-lieu de la commune Gahombo et une séance d'identification a été suivie. Ils ont ensuite été escortés jusque sur la route goudronnée Ngozi-Bujumbura au niveau de la localité de Mivo de la commune Ngozi. 16 d'entre eux, qui venaient juste de bénéficier d'un relâchement la semaine dernière après avoir passé derrière les barreaux n'ont pas été libérés. Selon des sources policières, ils seront présentés à la justice. D'autres adeptes de cette fille devraient bénéficier d'un relâchement ce vendredi après avoir payé une somme de 10.000FBu pour recouvrer la liberté perdue il y a tout juste une année. [rtnb/bonesha/rtr/isanganiro/rpa]

Education - Le porte-parole de l'Université du Burundi précise que la loi a bel et bien été suivie dans le recrutement de nouveaux enseignants au sein de cette institution. Selon Simon Ndoricimpa, ce recrutement a eu comme base légale, le décret de 2012 régissant la réorganisation de l'université du Burundi. Il indique que cela a été fait dans le but d'opérer au sein des enseignants en ce qui est de la représentation régionale et ethnique quitte à rendre cette institution vraiment nationale dont tout le monde se sente fier. Il trouve que pour comprendre cela, il faut se référer à l'histoire du Burundi et à celle de l'université du Burundi en particulier. Il précise toutefois que le critère de mérite a toujours prévalu dans la considération des dossiers de ces nouveaux enseignants. [bonesha/rtr/isanganiro/rpa/rtnb]